

DIALOGUE GLOBAL

ÉDITORIAL

La portée de *Dialogue Global* s'accroît avec ce troisième numéro. Deux équipes de traducteurs – l'une au Japon, l'autre au Brésil – se sont portées volontaires pour ajouter deux langues supplémentaires aux cinq que compte déjà cette publication. Par l'intermédiaire de son réseau d'équipes de traduction, *Dialogue Global* est en train de bâtir sa propre communauté internationale de jeunes sociologues. Ce numéro débute par une interview avec l'un des grands artisans de l'internationalisme – Shujiro Yazawa, Président de la Société Japonaise de Sociologie –, suivie de l'exposé par Margaret Abraham, Vice-Présidente de l'ISA, de ses projets pour le Forum mondial de 2012 à Buenos Aires. Le thème – *Justice sociale et démocratisation* – a été proposé par les organisateurs locaux, Alberto Bialakowsky, Président de la Asociación Latinoamericana de Sociología (ALAS), et Alicia Palermo, Présidente de la Asociación Argentina de Sociología (AAS), et approuvé par le Comité de Coordination de la Recherche. Ce thème est particulièrement approprié au regard des mouvements sociaux en Amérique latine, mais aussi dans d'autres pays, notamment et de manière récente en Tunisie et en Égypte. Nous poursuivons également le dialogue sur le sens de l'internationalisme aujourd'hui : Ulrich Beck répond à Raewyn Connell, Helma Lutz réfléchit sur le sens du « cosmopolitisme » en Allemagne, et Sari Hanafi explore les conceptions sur lesquelles repose le « multiversalisme ». Ce numéro comprend aussi des comptes rendus de Chine, de Malaisie, d'Australie, de Pologne, de Colombie, et des Nations Unies. Jennifer Platt revient sur l'histoire du bureau de l'ISA, infrastructure dynamique de l'internationalisme dans le domaine de la sociologie, tandis que Jen Schradie pose la question de savoir si les nouvelles technologies de l'information, dont dépendent de plus en plus nos modes de communication, n'exclut pas de fait de nombreux sociologues dans le monde.

DANS CE NUMÉRO

Éditorial.....	1
Un internationaliste par excellence.....	1
Forum mondial 2012 à Buenos Aires	1

DÉBATS

Beck répond à Connell.....	3
Du cosmopolitisme à la sociologie publique	3
Conférence sur le multi-versalisme.....	10

DANS LE MONDE

Chine : Faire face au développement économique.....	9
Criminalité organisée à l'ONU.....	10
Malaisie : Les transformations de l'environnement.....	11
Australie : Où va le canon de la sociologie ?.....	12
Pologne : Les cercles scientifiques.....	13
Colombie : Sociologie engagée.....	15

RÉFLEXIONS

La petite histoire.....	4
La fracture numérique mondiale.....	14
Sociologie et activisme	17

SHUJIRO YAZAWA, UN INTERNATIONALISTE PAR EXCELLENCE

Shujiro Yazawa, Président de la Société Japonaise de Sociologie, a voyagé aux quatre coins du globe, s'imprégnant de sociologie partout où il allait – l'incarnation même de ce qu'il appelle *multi-versalité*. Il enseigne la sociologie au Japon depuis plus de 45 ans, et est l'auteur de 15 livres et plus de 70 articles. Il a fait partie du Comité Exécutif de l'Association Internationale de Sociologie (ISA) entre 1994 et 2002. Alors qu'il est depuis longtemps partisan de l'organisation d'un Congrès mondial de l'ISA sur le sol japonais, son rêve va devenir réalité en 2014. Michael Burawoy l'a interviewé dans un sushi-bar de Yokohama le 6 décembre 2010.

Professeur Yazawa, vous souhaitiez depuis si longtemps qu'un Congrès mondial de sociologie soit organisé au Japon – pourquoi ?

Parce que tenir un congrès mondial de sociologie est essentiel pour le développement de la sociologie japonaise. Cette année a eu lieu la 83^e convention annuelle de la Société Japonaise de Sociologie, ce qui représente une tradition de la sociologie datant de plus de 80 ans, mais pendant presque tout ce temps sans contact suivi avec des spécialistes étrangers. Bien sûr, nous importons de nombreuses théories sociales occidentales, mais

Suite page 2

DESTINATION : BUENOS AIRES

Margaret Abraham, Université Hofstra, Vice-Présidente pour la Recherche de l'ISA

J'ai le plaisir d'annoncer que le Comité Exécutif de l'ISA a sélectionné Buenos Aires, en Argentine, pour accueillir le Forum 2012 de l'ISA (1-4 août). Dans un souci d'ouverture, le Comité Exécutif de l'Association Internationale



C'est parti pour Buenos Aires !

de Sociologie a lancé un appel à candidatures auprès des Comités de Recherche (CR), Groupes de Travail (GT), Groupes Thématiques (GTh) et Associations Nationales (AN) afin qu'ils

Suite page 4

SHUJIRO YAZAWA

(SUITE)

cela ne nous a pas aidé à clarifier ce qui distingue la sociologie japonaise.

Par exemple, je suis en train de rédiger une introduction à la sociologie japonaise pour une revue internationale, mais je n'arrive pas à trouver une thématique qui permette de définir cette sociologie japonaise. Qu'est-ce donc que la sociologie japonaise ? On peut bien sûr apporter plusieurs réponses différentes, mais même parmi les sociologues japonais, nous ne savons pas quelle est l'essence de la sociologie japonaise. Nous avons importé beaucoup de sociologies importantes – des sociologies occidentales – mais, de manière générale, les sociologues japonais ont surtout bien compris et interprété la sociologie occidentale, alors que ce dont nous avons vraiment besoin c'est d'*expliquer* la société japonaise en *utilisant* la sociologie occidentale. Pour cela, nous avons besoin d'associer la sociologie occidentale à la sociologie japonaise. C'est pourquoi je voudrais organiser ce congrès, afin de développer la sociologie japonaise en lui donnant une orientation universelle. Bien entendu, je n'entends pas l'universalité dans le sens classique que lui donne la modernité, mais plutôt comme faisant partie d'une sorte de *multi-versalité*.

Qu'entendez-vous par multi-versalité ?

« Multi-versalité » n'est pas un terme dont je suis l'auteur. Il est associé à Michael Kuhn et au World Social Science and Humanities Network (Réseau mondial de Sciences humaines et sociales), et il y a eu tout récemment une conférence à ce sujet à Buenos Aires [dont un compte rendu est donné dans ce numéro de *Dialogue Global*]. En adhérant à la multi-versalité, je soutiens de multiples universalismes, des universalismes autochtones. Par exemple, quand nous allons à une conférence de sociologie en Asie de l'Est, les sociologues coréens tendent à mettre l'accent sur les tendances nationales de la société coréenne ou de l'histoire coréenne. Il en est de même des Chinois. En revanche les sociologues japonais tendent à mettre l'accent sur la sociologie européenne et nord-américaine, sans faire appel à aucune tradition nationale qui leur soit propre. Influencés par les Chinois et les Coréens, nous essayons de développer notre propre universalisme – un mélange de tradition nationale et de sociologie occidentale ou nord-américaine.

Est-ce que le fait d'organiser ici un Congrès de l'ISA a suscité des résistances ?

Non, non. De fait, l'ISA nous a encouragé à plusieurs reprises à organiser son congrès international au Japon – d'après mes souvenirs, trois fois depuis les années 60 – mais à chaque fois, nombreux étaient ceux qui pensaient que nous n'étions pas prêts car nous n'avions pas les ressources financières nécessaires. Donc un des problèmes est de trouver l'argent pour organiser un congrès mondial de sociologie. Parallèlement, d'autres posent la question de savoir quel sens cela a-t-il d'organiser un tel congrès au Japon ? Dans la mesure où nous avons un marché interne relativement important, nos enseignants peuvent vendre de nombreux exemplaires de leurs livres, et par là-même accroître leur notoriété sans sortir du Japon, sans être connus des spécialistes internationaux. Ils sont peu intéressés par la compétition

internationale, et quand j'ai proposé d'organiser un congrès international, certains se sont plaints que j'étais trop axé sur les étrangers ! Au Japon, nous faisons une distinction très claire entre les quelques sociologues qui ont une orientation internationale et la majorité des sociologues dont l'orientation est nationale. C'est pourquoi il faut faire preuve d'une initiative exceptionnelle pour organiser un congrès mondial ici au Japon.

Avez-vous toujours été un internationaliste ?

Oui. Je suis né en 1942 à Ginza et, bien que nous étions assez pauvres, mon aire de jeu était les grands magasins où l'on vendait des produits étrangers. Quand j'allais dans les grands magasins, j'allais toujours au 5^e étage pour admirer les articles de sport, surtout les équipements de base-ball qui venaient des États-Unis. J'allais aussi régulièrement à la bibliothèque publique parce qu'à cette époque-là il m'était difficile de trouver un endroit où étudier à la maison. La bibliothèque était divisée en deux sections, l'une pour les enfants, et l'autre pour les adultes, mais je passais toujours du temps dans la section des adultes. J'adorais lire des livres, toutes sortes de livres.

Parlez-nous de votre formation.

Eh bien j'ai appris l'anglais au collège. Mais aussi mon père avait une imprimerie spécialisée dans l'impression de livres en anglais. Donc il connaissait assez bien l'anglais, et c'est aussi grâce à lui que j'ai appris à lire l'anglais. Au lycée j'étais déjà un radical, et en 1960 j'ai rejoint le mouvement contre le traité de sécurité nippo-américain. Malheureusement ce mouvement de contestation échoua avant que je n'intègre l'Université de Tokyo en 1962. Le mouvement étudiant était déjà sur le déclin. Nous organisions beaucoup de manifestations, mais la participation était faible et les effectifs de police étaient toujours plus nombreux que nous !

Vous avez étudié la sociologie à l'université – mais quel type de sociologie existait au Japon en 1962 ?

Suite page 5

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Responsables d'édition : Lola Busuttill, August Bagà, Genevieve Head-Gordon.

Rédacteurs en chef associés : Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants : Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoglu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jimenez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Rédacteurs régionaux :

Brésil : Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Fabio Silva Tsunoda, Juliana Oliveira Carlos, Andreza Galli.

Japon : Mari Shiba, Yoshiya Shiotani, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Nanako Hayami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda.

Espagne : Gisela Redondo.

Taiwan : Jing-Mao Ho.

REINS FRAIS : CE QUE LA THÉORIE COSMOPOLITIQUE A À DIRE À LA SOCIOLOGIE DU SUD

Ulrich Beck, Université Louis-et-Maximilien, Munich

Dialogue Global, qui vient juste d'être lancé, court le risque de devenir un exercice de *monologue global*. Ma thèse était et demeure : nous ne vivons pas à l'ère du cosmopolitisme mais à l'époque de la cosmopolitisation. Raewyn Connell demande de manière rhétorique « comment ne pas entendre le discours des pays du Nord à travers ces concepts ? ».

Je commencerai donc par lister ce que la « cosmopolitisation » N'EST PAS. Contrairement à ce que prétend Raewyn Connell, la cosmopolitisation ne néglige pas l'universalisme éclairé de la sociologie du XIX^e siècle. Elle ne reflète pas « l'expérience d'une minorité privilégiée, traitée comme la nouvelle réalité du monde » ;

elle n'est pas le point de vue d'un *quelque part* très spécifique, qui serait l'Europe des Lumières ; elle n'a pas pour objectif de relayer le message politique superficiel selon lequel « nous sommes tous connectés », ni pour effet de normaliser l'impérialisme et les relations de pouvoir qui existent à l'échelle internationale.

Mais alors qu'est-ce qu'exprime la notion de « cosmopolitisation » ? Et pourquoi est-il si important de la distinguer clairement des nombreux « cosmopolitismes » (Kant, Hegel, Habermas, Nussbaum, Appiah, Benhabib, Held, etc.) issus de la philosophie européenne et de l'histoire des idées extra-européenne ? La « cosmopolitisation » ne concerne pas l'éthique mais les faits. Il n'y a rien de

plus parlant qu'un exemple significatif pour illustrer cela : celui des *reins frais*.

La victoire de la transplantation médicale (et non sa crise !) a balayé ses propres fondements éthiques et a ouvert les vannes à une économie occulte et souterraine approvisionnant le marché mondial avec des organes « frais » (Nancy Scheper-Hughes). Dans ce monde radicalement inégal, à l'évidence il ne manque pas d'individus désespérés souhaitant vendre un rein, un morceau de leur foie, un poumon, un œil, ou même un testicule pour une bouchée de pain. Le sort de malades riches et désespérés qui attendent un organe se retrouve obscurément mêlé au sort de gens pauvres et désespérés, au moment où chacun de ces groupes lutte

Suite page 6

3

DU COSMOPOLITANISME À LA SOCIOLOGIE PUBLIQUE

Helma Lutz, Université Goethe, Francfort

Le cosmopolitisme est un terme normatif qui prend ses racines dans le siècle des Lumières ; c'est *aussi* un concept éthique dont il est question partout dans le monde dans des débats sur les perceptions de la justice, de la démocratie, et des droits de l'homme. La tolérance semble être une condition préalable au développement d'un *habitus* de cosmopolitisme, mais il s'agit d'un terme ambivalent. D'un côté, elle requiert une reconnaissance mutuelle (par exemple, de différents modes de vie) et l'instauration d'une égalité politique, alors que de l'autre, elle peut être utilisée comme un instrument de pouvoir, de domination et d'exclusion (tolérance répressive). La question est alors de savoir si tous les types de différences culturelles et ethniques peuvent ou doivent être supportés et/ou comment des formes répressives ou permissives de tolérance peuvent être légitimées. Si l'on considère la tolérance comme une condition préalable au cosmopolitisme, alors la question reste de déterminer ce que peut vouloir dire le cosmopolitisme dans un contexte de pluralité ethnique et culturelle.

Dans le contexte de l'espace urbain actuel dans un État démocratique, ce ne peut pas être un projet élitiste de *cosmopolitisme par le haut*, mais plutôt un *cosmopolitisme par le bas*. Stuart Hall traite de ce dernier en employant le concept de *cosmopolitisme vernaculaire*, qui dérive de l'expérience au quotidien de



Thilo Sarrazin au cœur de la tempête politique.

rencontres avec différents modes de vie culturels et différentes formes de convivialité. Cependant, Hall met en garde contre une perception de la culture comme un ensemble clairement défini, unique, cohérent, intégré et naturel de règles et de traditions : « Le monde n'est pas clairement divisé en différentes cultures particulières attachées chacune à une communauté... ». Ce dont nous avons plutôt besoin, c'est de prendre conscience des limites de chaque culture ou de chaque identité. En d'autres termes, les gens ne sont pas programmés à l'avance par un seul groupe ou une seule communauté. Dans les espaces urbains en particulier, la confrontation et l'influence mutuelle d'une grande variété d'expressions culturelles est un fait acquis. En même temps, il existe d'importantes variations dans l'évaluation et la réception

Suite page 7

DESTINATION : BUENOS AIRES

(SUITE)

soumettent avant le 15 novembre 2010 leurs propositions de site pour le Forum de Sociologie de l'ISA de 2012. Nous avons reçu huit propositions, d'Argentine (Buenos Aires), de Finlande (Helsinki), de France (Paris), du Mexique (Mexico), de Singapour, de Turquie (Istanbul), du Royaume-Uni (Birmingham) et d'Uruguay (Montevideo). Après un examen attentif suivi d'un vote, l'Argentine a été sélectionnée comme le meilleur site, pour le bas coût d'occupation des lieux (locaux gratuits), le faible indice de coût de la vie pour les délégués, l'importance de cette localisation en termes de diversité géographique (sachant qu'il n'y a pas eu de Conférence de l'ISA en Amérique du Sud depuis le Congrès de Mexico de 1982), et du fait qu'elle appartient à la catégorie économique B suivant la classification de l'ISA. Toutes nos félicitations à la Asociación Latinoamericana de Sociología (ALAS) et la Asociación Argentina de Sociología (AAS) ainsi qu'à leurs institutions co-organisatrices. Merci à Alberto L. Bialakowsky, Président de l'ALAS, et à Alicia Itati Palermo, Présidente de l'AAS, pour avoir soumis cette proposition et pour avoir suggéré d'accueillir le Congrès en Argentine.

Je voudrais mentionner rapidement les principaux objectifs du Forum 2012 de l'ISA :

- Le premier objectif, et le plus important, consiste à réunir les différents Comités de Recherche, Groupes de Travail et Groupes Thématiques. Cela se reflètera dans l'organisation du programme. Les organisateurs disposeront du maximum de flexibilité possible pour élaborer leurs programmes respectifs dans les créneaux horaires prévus (des directives seront fournies).
- Le deuxième objectif important est de développer un thème significatif sur le plan social, qui implique les acteurs publics et auquel les différentes branches de la sociologie puissent contribuer. Ceci donne aux CR, aux GT et GTh l'occasion d'obtenir des informations précieuses de la part d'acteurs publics tout en leur offrant l'opportunité de contribuer au thème principal du Forum, qui sera défini par le Comité de Coordination de la Recherche et annoncé prochainement.
- Le troisième objectif est d'organiser la réunion intermédiaire de travail du Conseil de la Recherche, à laquelle assistent les délégués de tous les Comités de Recherche.

Le Vice-Président du Conseil de la Recherche assume la responsabilité de préparer le programme scientifique avec le Comité Local d'Organisation (Local Organizing Committee).

À présent laissez-moi vous dire comment, à mon avis, le Forum 2012 de l'ISA peut contribuer aux priorités que j'expose en ma qualité de Vice-Présidente pour la Recherche. D'abord, je pense que le Forum de l'ISA est non seulement le lieu idéal pour que les différents groupes et Comités de Recherche tiennent leurs réunions intermédiaires respectives mais aussi une occasion

importante d'encourager de plus grandes synergies entre les différents Comités de Recherche et également entre les Comités de Recherche, les Groupes de Travail et les Associations Nationales. Les discussions et dialogues qui se poursuivent après les différentes séances peuvent favoriser des collaborations sur des projets de recherche comparative entre chercheurs issus de pays du Nord Global et du Sud Global.

Suite page 6

LA PETITE HISTOIRE

Jennifer Platt, Université du Sussex, Vice-Présidente des Publications de l'ISA

Les membres de l'ISA sont désormais habitués à la place centrale qu'occupe Izabela Barlinska à la direction du bureau de Madrid. Elle y exerce les fonctions de Secrétaire Exécutive depuis 1987, mais cette longue période de stabilité fait suite à des changements répétés à la fois de situation géographique et de personnel. Les localisations précédentes se trouvaient à : Oslo, en Norvège (1950-53) ; Londres, en Angleterre (1953-59) ; Louvain, en Belgique (1959-62) ; Genève, en Suisse (1962-67) ; Milan, en Italie (1967-74) ; Montréal, au Canada (1974-82) ; Amsterdam, aux Pays-Bas (1982-86). On notera que pratiquement tous ces bureaux se situaient en Europe, et un seul d'entre eux se trouvait dans un pays exclusivement anglophone ; aucun ne se trouvait en France, bien que le français soit l'une des langues officielles de l'ISA, en revanche trois autres se situaient dans des pays partiellement francophones. Dans chacune de ces localisations, le Secrétaire Exécutif était originaire du pays, et le choix des localisations était surtout fonction des disponibilités sur place – non seulement de candidats motivés et compétents, mais aussi de l'existence de solides soutiens institutionnels et d'équipements. L'établissement d'un bureau et d'un secrétariat à caractère plus permanent a permis à une équipe administrative plus professionnelle de faire face au nombre croissant des membres et des activités de l'ISA. Les Secrétaires Exécutifs précédents avaient des fonctions universitaires en dehors de leur travail à temps partiel au sein de l'ISA, c'est pourquoi cette fonction était parfois assurée par une équipe de deux à trois personnes. Nombre de ces Secrétaires Exécutifs ont eu une carrière remarquable dans la discipline, les plus renommés étant probablement ceux qui ont été en fonction dans les années 50 – Stein Rokkan (qui sera Vice-Président de 1966 à 1970) et Tom Bottomore (Président de 1974 à 1978). D'autres ont également été membres du Comité Exécutif, bien que les Statuts de l'ISA ne leur permettent pas de cumuler ce poste avec celui de Secrétaire Exécutif.



Le personnel de l'ISA à Madrid (de gauche à droite) : Juan Lejarraga, Melanie Bloem, Izabela Barlinska, José (Nacho) Reguera.

Pour passer de l'histoire au présent, quelques mots au sujet de l'équipe actuelle. Izabela Barlinska, d'origine polonaise, a été très tôt associée à l'ISA : étudiante, elle collabora au Congrès Mondial de Uppsala en 1978, avant de rejoindre le secrétariat pour l'organisation du Congrès Mondial de 1982. Quand le bureau fut déplacé à Amsterdam, elle devint Secrétaire Exécutive adjointe, et enfin Secrétaire Exécutive lors de l'installation à Madrid. (À Madrid, elle a obtenu son doctorat en Sciences Politiques et Sociologie.) Ses collègues actuels sont José Reguera (qui travaille pour l'ISA depuis 1990 comme responsable des bases de données et du site web), Juan Lejarraga (qui, avec José Reguera, s'occupe du paiement des cotisations des membres, des reçus, de la mise à jour des fichiers etc), et Melanie Bloem, qui vient de rejoindre l'équipe et est en train de s'initier à ses différentes tâches au sein du bureau.

SHUJIRO YAZAWA

(SUITE)

Je pense qu'il faudrait parler d'un curieux mélange entre le structuro-fonctionnalisme parsonsiens et le marxisme, et entre ces deux grandes tendances nous étudions Weber, Simmel et Durkheim. Le structuro-fonctionnalisme et le marxisme exerçaient tous deux une certaine influence au sein du courant dominant des sociologues, car tous deux tentaient d'expliquer la société comme un tout. Le marxisme soviétique était important parce qu'à l'époque le Parti Communiste Japonais était assez puissant. Mais il y avait d'autres tendances marxistes, y compris le marxisme occidental. En fait, au milieu des années 60, il y avait même des traductions en japonais de Antonio Gramsci, si bien que quand j'ai assisté à la première Conférence internationale sur Gramsci en 1973 à l'Université Washington de Saint-Louis, j'ai fait en quelque sorte office d'enseignant pour les étudiants et professeurs américains qui ne connaissaient pas Gramsci.



Le Professeur Yazawa, l'air pensif.

Vous avez donc fait votre doctorat en sociologie ?

Malheureusement, à cette époque-là, il n'était pas courant d'écrire une thèse de doctorat, même si certains sociologues l'ont fait plus tard au cours de leur carrière. Jusqu'à la fin des années 80, la plupart des sociologues n'écrivaient qu'un mémoire de master. Dans mon cas, il était consacré à la *Sociologie et le Pragmatisme*. Je voulais étudier les principales caractéristiques de l'impérialisme américain. Vous savez, après la restauration de Meiji, nous avons importé et imité tellement de théories étrangères que nous sommes nous-mêmes devenus des impérialistes sans même nous en rendre compte ! Nous comprenions mal ces théories occidentales, c'est pourquoi j'ai décidé d'étudier le pragmatisme américain comme une sorte d'idéologie de l'impérialisme US. Mes recherches ont porté principalement sur William James, et John Dewey, les comparant tous deux à Charles Sanders Peirce, puis, sous la direction du célèbre parsonsiens japonais, le Professeur Tominaga, j'ai étudié la relation entre pragmatisme et structuro-fonctionnalisme.

Vous êtes donc profondément imprégné de sociologie américaine ?

Oh oui. Et une fois terminé mon master, j'ai passé trois ans à l'Université Washington de Saint-Louis. À cette époque-là, j'ai obtenu une bourse d'études Fulbright, donc j'étais relativement

libre d'assister à différents séminaires et conférences. Mais je voulais aussi participer à certains mouvements sociaux aux États-Unis. Donc, par exemple, j'ai participé à une protestation contre une société vinicole qui traitait mal ses travailleurs, et j'ai soutenu les militants de base du mouvement syndical. Je pense qu'il est essentiel pour nous d'étudier les mouvements sociaux si nous voulons comprendre la société en profondeur.

Et vous passiez également du temps avec le grand radical Alvin Gouldner ?

Oui, en effet. Mais le problème était que, bien que le Professeur Gouldner paraissait très radical, il ne prenait pas part aux mouvements sociaux. Seules ses idées étaient radicales. J'assistais à ses séminaires, et je me souviens bien de l'un d'entre eux sur « comment écrire une thèse de doctorat », qui était basé sur les recherches qu'il avait réalisées pour ses propres ouvrages, *Wildcat Strike* et *Patterns of Industrial Bureaucracy*.

Donc après Saint-Louis, vous êtes retourné au Japon pour enseigner, mais qu'avez-vous alors fait de toute votre sociologie radicale ?

Effectivement, il n'était pas évident pour moi de trouver un public. Le mouvement étudiant avait disparu. J'ai écrit beaucoup de livres et d'articles pour des revues, mais malheureusement il n'y avait plus de lien entre ma théorie et ma pratique. Je passais mon temps sur le campus. Je donnais des cours à des étudiantes au Tsuda College et à de nombreux étudiants de troisième cycle à l'Université Hitotsubashi. Beaucoup sont devenus professeurs au Japon et certains sont même devenus professeurs aux États-Unis.

Vous considérez-vous toujours comme un radical ?

Oh oui. Je suis contre le système des empires. Je me considère toujours comme un sociologue de la base.

Pensez-vous que les États-Unis sont un empire toujours aussi puissant ?

Oui. Bien sûr, l'impérialisme a pris une nouvelle forme – de l'impérialisme à l'empire. [rires] L'hégémonie des États-Unis se poursuit. Mais il y a aussi de bonnes choses – la Révolution américaine est l'une des révolutions les plus humanitaires de l'histoire de l'humanité. Donc, dans ce sens, j'aime le peuple américain mais pas le courant dominant chez les politiciens américains ! Et je n'aime pas non plus le courant dominant dans la sociologie américaine ! [rires]

Pensez-vous que le Japon est un État impérial ?

Dans un certain sens, oui. En effet, l'une des questions les plus importantes est comment vaincre l'impérialisme au Japon. Après la Seconde Guerre mondiale, nous avons eu une très bonne occasion de vaincre l'impérialisme, mais malheureusement nous avons échoué. Nous avons une sorte d'impérialisme sans empire, qui considère que l'hégémonie du Japon en Asie va de soi. Dans la vie ordinaire, la majorité des Japonais ont du mal à communiquer avec les étrangers, et critiquent particulièrement l'agressivité des Chinois, d'autant plus que ceux-ci deviennent de plus en plus puissants. Bien que cette attitude puisse paraître raisonnable, il n'en reste pas moins que derrière, transparait la conception que les Japonais ont de leur propre supériorité.

DESTINATION : BUENOS AIRES

(SUITE)

Une deuxième priorité consiste à accroître la diversité des points de vue et la participation des membres aux conférences de l'ISA, surtout celle des groupes sous-représentés, en choisissant des lieux pour les conférences qui soient relativement abordables, et en tentant de trouver des solutions aux barrières linguistiques qui font obstacle à la participation. En tant qu'organisme international de sociologues, nous devons accorder davantage d'attention aux sources de pouvoir et de privilèges fondés sur le statut d'État-nation, les régions, la citoyenneté, l'ethnicité, la race, la classe sociale, le sexe et la langue, qui déterminent le flux de production du savoir, la diffusion de l'information et la consommation de recherche en sociologie. Le Forum de Sociologie de l'ISA qui se tiendra à Buenos Aires représente une étape importante dans le sens d'un accroissement de la diversité régionale et d'un élargissement de notre champ sociologique.

Une troisième priorité, liée à la précédente, est de créer davantage d'occasions pour les jeunes chercheurs de participer aux activités de l'ISA et de pouvoir rencontrer et collaborer avec leurs aînés du monde entier.

Il nous faut développer de tels espaces pour les jeunes sociologues et j'espère que le Forum 2012 de l'ISA créera une séance spécialement dédiée aux rencontres entre les jeunes chercheurs et leurs aînés.

Une quatrième priorité consiste à renforcer les ponts entre sociologues et militants pour la justice sociale, moyennant des recherches rigoureuses qui apportent des informations sur les politiques et pratiques aux niveaux local, national, transnational et global. L'époque dans laquelle nous vivons exige un engagement plus grand de la part des sociologues pour entreprendre des recherches qui soient fondées sur la sociologie mais qui fassent aussi appel à d'autres disciplines. Les problèmes, les défis et les possibilités pour résoudre la pauvreté, l'accès inégal à l'éducation, les inégalités à l'échelle mondiale, la dégradation de l'environnement, les guerres en cours, l'érosion de la démocratie et les violations des droits de l'homme ne sont que quelques-uns des exemples de questions que l'ISA peut aborder et, ce faisant, renforcer les liens entre la sociologie et la sphère publique. Là encore, le Forum de l'ISA peut constituer une excellente plateforme permettant aux

sociologues de participer de manière dynamique à la diffusion internationale, à l'échange d'informations et au dialogue mondial, lesquels, ensemble, peuvent contribuer à un changement en profondeur.

Le choix de Buenos Aires pour accueillir le Forum 2012 de l'ISA représente une première étape exaltante, mais beaucoup reste à faire au cours des 18 prochains mois. Je voudrais également profiter de cette occasion pour remercier tous ceux qui ont consacré du temps et des efforts pour soumettre des propositions qui ont ouvert de nouvelles possibilités pour l'ISA. Je voudrais aussi remercier le Président de l'ISA, Michael Burawoy, le Comité de Coordination de la Recherche et le Comité Exécutif d'avoir contribué ensemble à assurer un processus de sélection juste. Un grand merci à Izabela Barlinska qui a joué un rôle clé pour aider à préparer toute la documentation nécessaire et coordonner les réponses reçues suite à l'appel à candidatures. Les potentialités du Forum sont considérables. Son succès reposera non seulement sur notre capacité à développer un programme intellectuellement stimulant mais aussi, en tant qu'organisme international de spécialistes en sciences humaines, à travailler avec les responsables politiques, les militants associatifs et le public pour traiter les grandes questions de notre temps. ■

6

REINS FRAIS

(SUITE)

pour trouver une solution à des problèmes basiques de survie. C'est ce que l'impure – et bien réelle – cosmopolitisation de la misère signifie : les exclus du monde, les plus démunis au plan économique et politique – réfugiés, sans-abri, enfants des rues, travailleurs sans papiers, prisonniers, prostituées vieillissantes, contrebandiers de cigarettes, et petits voleurs – sont incités à vendre leurs organes et à devenir ainsi physiquement, moralement et économiquement « incarnés » dans des corps trop gras de personnes suffisamment riches pour acheter et « incorporer » les organes des autres, les pauvres de ce monde.

Au nom du capitalisme néo-libéral et



Les transplantations d'organes – un symbole de cosmopolitisation.

du droit démocratique de base à la liberté de choix, des valeurs fondamentales de la modernité – l'intégrité du corps, la

notion d'être humain et le sens de la vie et de la mort – sont en train d'être sacrifiées, sans que personne ne remarque de quoi il s'agit, à savoir un processus qui symbolise notre époque de cosmopolitisation.

Dans le corps cosmopolitanisé, les lieux, continents, races, classes, nations et religions fusionnent. Des reins musulmans purifient un sang chrétien. Des racistes blancs respirent grâce à un ou deux poumons noirs. Une dirigeante blonde contemple le monde à travers l'œil d'un gamin des rues africain. Un millionnaire laïc survit grâce au foie retiré à une prostituée protestante vivant dans une favela brésilienne. Les corps des riches sont transformés en une sorte de patchwork. À l'opposé, les pauvres ont été effectivement mutilés, d'un œil ou d'un rein, ou

Suite page 15

SHUJIRO YAZAWA

(SUITE)

Est-ce que ce n'est pas tout simplement du nationalisme ?

C'est plus que du nationalisme. Il y a un fort désir de revenir au système culturel japonais traditionnel, basé sur le système impérial d'avant la Seconde Guerre mondiale. Même certains responsables politiques du Parti Libéral Démocratique soulignent l'importance du système impérial. Sans le système impérial, il est impossible, disent-ils, de développer l'éducation morale, de réussir l'intégration sociale, et même de progresser – ce genre de choses. C'est quelque chose de profondément ancré dans l'inconscient des personnes âgées. En réalité, nous sommes confrontés à une crise profonde dans cette ère de globalisation. Je pense que le principe de la famille, le principe communautaire et l'idéologie japonaise, qui ont tous été à la base de la modernisation du Japon, ne fonctionnent pas très bien. Avec la globalisation, ils sont en train de perdre de leur vigueur. C'est pourquoi, en tant que sociologues, nous avons un devoir et un privilège, c'est de présenter de nouvelles orientations et conceptions sociales pour la société japonaise de demain.

Vous avez été actif au sein de l'Association Internationale de Sociologie pendant de nombreuses années, n'est-ce pas ?

Oui. J'ai assisté au Congrès de 1982 au Mexique, quand j'ai été invité à participer à une séance plénière, et depuis lors j'ai assisté à

tous les Congrès. Le Japon a une relation privilégiée avec l'ISA. Le Professeur Odaka, qui était l'un de mes directeurs de recherche à l'Université de Tokyo, a été l'un des fondateurs de l'ISA. Bien qu'il fût un homme très large d'esprit, pendant la guerre il lui a été relativement difficile d'exprimer ses opinions. Après la Seconde Guerre mondiale, il se rendit compte de l'importance des relations et de l'opinion internationales, c'est pourquoi il assista à toutes les conférences internationales de l'ISA jusqu'à la fin des années 60. Après lui, le Professeur Watanuki est devenu vice-président de l'ISA. Je suis d'une certaine manière le successeur du Professeur Watanuki.

À votre avis, comment a évolué l'ISA depuis que vous avez commencé à assister à ses congrès il y a de cela 30 ans ?

L'ISA change. Elle a trois piliers. Le premier pilier est, bien entendu, constitué par les comités de recherche, le deuxième pilier est composé des associations nationales, tandis que le troisième pilier est fondé sur les membres individuels. Jusque dans les années 80 et le milieu des années 90, les comités de recherche représentaient le groupe le plus important de l'ISA, mais depuis, la branche des associations nationales est de plus en plus importante, donc à l'heure actuelle l'ISA est une combinaison réussie de comités de recherche et d'associations nationales. En revanche, je n'arrive pas à percevoir un rôle pour les membres individuels. En dehors de ça, l'ISA est la seule organisation à avoir la capacité de développer et à être intéressée au développement de véritables sociologies globales. Donc, en gardant cela à l'esprit, nous devons construire l'organisation de son réseau de renseignements. ■

DU COSMOPOLITANISME À LA SOCIOLOGIE PUBLIQUE

(SUITE)

des différences : alors que certains se concentrent sur ou sont même obsédés par les différences (visuelles) – coutumes, vêtements, traditions – et les perçoivent comme l'expression d'une distance par rapport à leur propre mode de vie, d'autres se concentrent sur les points communs en termes de pratiques, de valeurs et de coutumes. Ces derniers sont susceptibles, par exemple, de se concentrer sur les expériences communes des jeunes ou sur les femmes ou sur les mères. Au sein de la société urbaine, ces groupes doivent trouver un moyen de vivre les uns avec les autres, soit en pratiquant l'in-différence, soit en s'engageant mutuellement. Le cosmopolitisme, dans la pratique, veut donc dire négociation – négocier un *compromis entre égalité et différence*, non pas une fois pour toutes mais en permanence. Ce processus de négociation ne constitue en aucun cas une entreprise harmonieuse – il est source de querelles, sujet à controverses et épuisant.

Je voudrais utiliser comme exemple ma ville, Francfort. Au cours de l'année passée, en guise de préparation à un changement d'orientation dans la politique de la ville, la Commissaire à l'Intégration de la ville de Francfort, Nargess Eskandari-Grünberg, a introduit un nouveau concept de l'intégration et de la diversité, qui a été débattu dans des centaines de meetings locaux et de groupes de discussions sur Internet, avec autant d'habitants de Francfort que possible – des personnes des deux sexes, de tous les âges, religions, classes sociales, groupes ethniques etc. Fin octobre 2010, 47.000 personnes avaient participé. L'objectif de ces délibérations était de dialoguer avec les gens sur la manière de s'éloigner de la tradition politique qui traite les immigrés et leurs enfants comme des groupes ethniques isolés pour se concentrer davantage sur les besoins culturels d'individus présentant une diversité de modes de vie. À ma connaissance, ce processus reste

unique en Allemagne et des responsables politiques ont reçu un soutien populaire important en écoutant, en reconnaissant et parfois même en contestant les opinions de citoyens ordinaires.

Mais Francfort ne vit pas dans un espace séparé du reste de la nation.

Au cours de l'été 2010, une controverse a été lancée par un membre haut placé du Conseil d'administration de la Banque Centrale Allemande (également située à Francfort), Thilo Sarrazin, avec la

“ SARRAZIN DÉPEINT UN AVENIR DOMINÉ PAR L'EXTINCTION DU VOLK ALLEMAND ... ”

publication de son livre *Deutschland schafft sich ab* (*L'Allemagne court à sa perte*). Dans cet ouvrage, Sarrazin dépeint un avenir dominé par l'extinction du Volk allemand, clamant que les bénéficiaires de l'aide sociale allemande et les musulmans sont les coupables. De la

DU COSMOPOLITANISME À LA SOCIOLOGIE PUBLIQUE

(SUITE)

même manière que les auteurs du tristement célèbre *The Bell Curve* (*La Courbe en cloche*) attribuaient les problèmes sociaux des Afro-Américains à leurs gènes, Sarrazin attribue à des causes génétiques la décadence culturelle des populations marginalisées en Allemagne. Les deux ouvrages prétendent étayer leur conclusion partielle à partir de données purement scientifiques, en utilisant des statistiques provenant de toute une série de travaux de recherche.

Bien que la thèse de Sarrazin ne soit pas nouvelle, la manière dont ce livre a été présenté a eu un impact considérable sur le climat de la communication en Allemagne. Sarrazin a été capable de se catapulte au cœur du débat politique à la fois au niveau local et national. Son livre est un best-seller national, avec plus d'un million d'exemplaires vendus. On en parle dans les cafés et au coin des rues, dans les villages comme dans les villes. Les médias ont joué un rôle important dans la promotion du livre et du débat. L'auteur, social-démocrate et ancien ministre des Finances de Berlin, se décrivait lui-même et a été accueilli comme un « intellectuel public », qui n'a pas peur de « dire la vérité » et « ose briser les tabous du politiquement correct et des problèmes avec les immigrés, en particulier ceux qui sont originaires de Turquie et des pays arabes ».

Il y a plusieurs éléments sous-jacents à ce débat :

- l'affirmation que la classe politique et le gouvernement sont trop éloignés du peuple, qu'ils prennent des décisions sans le consentement de la majorité, et qu'ils ne se soucient pas des véritables préoccupations des gens ;
- la conviction que la société allemande est censée être culturellement homogène et que l'Islam est une menace ;
- la croyance que l'Allemagne n'est pas un pays d'immigration et que les immigrés sont un phénomène temporaire. Le fait qu'ils restent est un véritable problème

pour la cohésion de la société et pour l'identité nationale.

De nombreux intellectuels et responsables politiques ont soutenu Sarrazin, non pas tant pour son argumentation basée sur la génétique, que pour avoir dit que le politiquement correct a restreint le débat sur l'immigration, que le multiculturalisme est une chimère de la gauche, et que les immigrés – en particulier les musulmans – créent des problèmes. Tout ceci a sans aucun doute contribué au battage médiatique autour du livre. D'un côté, il y avait et il y a toujours des responsables politiques et des intellectuels opposés à cette opinion. Le Parti Social-Démocrate a pris des mesures pour exclure Sarrazin du parti, et la Banque Centrale Allemande a réclamé son exclusion du Conseil d'administration, ce qui a été opportunément réglé par la retraite anticipée de Sarrazin. De l'autre côté, de hauts responsables politiques de tous bords, des féministes renommées, des scientifiques et des artistes, ont soutenu les attaques contre l'Islam. Au final on a une constellation complexe de voix et d'intérêts à la fois en faveur de et contre l'immigration et les musulmans, mais dans l'ensemble l'atmosphère est envenimée et les positions des uns et des autres deviennent de plus en plus rigides. Les groupes d'extrême-droite en ont bénéficié, et il semble fort improbable de pouvoir ramener un peu de rationalité dans ce débat. Ceux qui tentent de mettre en question le diagnostic de Sarrazin, en invoquant les résultats de différents travaux de recherche qui contredisent ses affirmations empiriques, semblent livrer une bataille perdue d'avance. C'est comme si l'esprit vicié était sorti du flacon et que l'apprenti sorcier était incapable de le remettre dedans.

Qu'est-ce que cela implique pour le débat sur la diversité à Francfort ? En tant que sociologue, je peux dire que c'est un débat intéressant, qui est à l'origine de beaucoup de nouveaux questionnements qu'on peut étudier en observant les différentes parties impliquées, en analysant les articles parus dans la presse, en décrivant

les affrontements dans les médias, en se mettant des « ceillères » pour finalement livrer un article ou un livre « objectif » sur les répercussions de l'affaire Sarrazin. C'est ce que Weber appellerait « la sociologie comme profession », qui consiste à séparer la science de la politique et à s'en tenir à une « description neutre ». Ce type de sociologie, cependant, est remis en cause par ce qu'on appelait autrefois la sociologie radicale et qui est maintenant appelée sociologie publique par le bas – une sociologie qui est reliée à la société civile et à ses acteurs. Du point de vue de la sociologie publique – et ici Adorno et d'autres spécialistes de l'École de Francfort peuvent être considérés comme des précurseurs –, il est important d'intervenir dans des débats qui menacent ou déforment une communication et des contacts libres et respectueux, tout particulièrement quand certains groupes sont pris comme boucs émissaires par le biais d'une démagogie populiste.

Il est par conséquent important de faire une place à ces groupes qui sont silencieux, ou du moins, qu'on n'entend pas – des gens issus ou non de l'immigration, qui partagent des lieux de travail, qui font du sport et étudient ensemble dans les écoles et les universités, qui sont membres de familles binationales, etc.

Là-dessus je pense que le monde universitaire et la ville ont des intérêts en commun : il nous faut prendre part au débat public si nous voulons garantir une atmosphère de respect mutuel dans laquelle les étudiants puissent développer leurs compétences. Il y a tout lieu de penser que nos étudiants sont concernés, d'une manière ou d'une autre, par ce débat. C'est pourquoi j'appelle à un projet, un dialogue, qui prenne la question d'Adorno « *Wie kann man ohne Angst verschieden sein?* » (« Comment vivre la différence sans peur ? ») comme devise pour un débat sur les conditions du cosmopolitisme, auquel participeraient étudiants, professeurs, banquiers, responsables politiques, chauffeurs de taxi etc. Il s'agit vraisemblablement d'une tâche ardue, mais néanmoins pas complètement utopique – dans tous les cas, cela contribuerait à la dés-escalade des hostilités et à un pas en avant dans le sens d'un cosmopolitisme par le bas. ■

LA SOCIOLOGIE CHINOISE CONFRONTÉE AU DÉFI D'UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RAPIDE¹

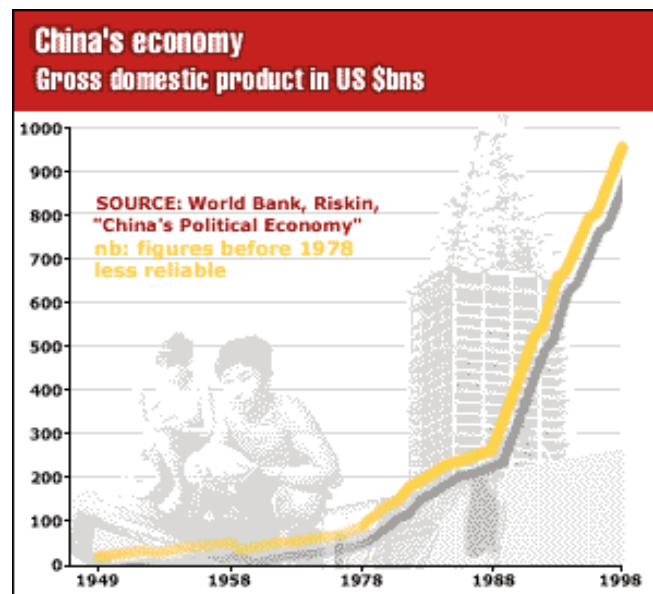
Peilin Li, Président de l'Association Chinoise de Sociologie

La conférence annuelle de l'Association Chinoise de Sociologie, qui a pour thème central « la voie chinoise et le développement social », a valeur de symbole. Trente années se sont écoulées depuis la réforme et depuis la politique d'ouverture au monde extérieur. Pendant cette période, la Chine s'est trouvée confrontée à des turbulences politiques, à des fluctuations économiques, au SRAS, à la catastrophe du tremblement de terre et à la crise économique mondiale. Cependant notre économie et notre société ont maintenu à la fois des taux de croissance élevés et un développement rapide, et ont forgé la « voie chinoise », le « modèle chinois » et l'« expérience chinoise ». Plus de 600 sociologues venus de quelque 30 provinces et villes de toute la Chine, de même que des sociologues venus d'autres nations et régions de l'Asie, sont présents à notre conférence universitaire annuelle qui se tient cette année à Harbin. Outre la Conférence principale, il y a 23 forums spécialisés. La sociologie chinoise est dans une phase d'expansion rapide, comme l'attestent le nombre de personnes présentes ou la quantité de forums.

La récente crise économique mondiale et le niveau élevé de la dette publique de certains pays européens ont rendu plus compliqué le développement international : d'un côté, l'économie sociale globale et la technologie scientifique se développent rapidement, et l'interaction et l'interdépendance économiques entre différents pays et régions du monde augmentent ; de l'autre, l'humanité est confrontée à de nombreux nouveaux défis en termes de ressources, d'environnement, de développement inégal, de conflits régionaux et de sécurité financière. Comment maintenir la paix et le développement dans un environnement aussi complexe et à l'évolution si rapide, et comment assurer la stabilité et l'ordre de la société internationale, voilà des questions importantes et réelles pour notre époque.

Le développement économique et social de notre nation est entré dans une nouvelle phase après la crise économique mondiale. Dans cette nouvelle phase de développement, la transformation du modèle de développement, la réduction de la fracture entre le monde urbain et le monde rural, la coordination du développement régional et l'accélération de la mise en place d'un système social, sont devenus des questions de

plus en plus importantes du développement. La Chine prépare actuellement son 12^e plan quinquennal. Les cinq prochaines années constituent une période essentielle pour le développement qui sera la garantie fondamentale pour réaliser l'objectif de la société *Xiaokang* (société au niveau de vie plus aisé) en 2020.



La stupéfiante croissance économique de la Chine.

Durant les 30 années de Réforme et d'Ouverture au monde extérieur, la sociologie chinoise est entrée dans une ère de développement sans précédent. Tout au long de ces 30 années, l'expansion de l'économie chinoise et la transformation de ses structures sociales ont constitué un terreau propice au développement de la sociologie chinoise. En retour, la sociologie chinoise a apporté sa contribution au développement harmonieux de la Chine. Dans le cadre de ce processus historique, les sociologues ont observé et analysé attentivement les phénomènes sociaux, ont posé et répondu à des questions importantes dans le domaine social, et ils ont, de manière continue, accumulé un savoir académique, établissant ainsi l'importance de la sociologie au sein des sciences sociales.

Le rapide développement économique a créé toutes sortes de problèmes, comme par exemple le gaspillage des ressources, la détérioration de l'environnement, l'accroissement des inégalités de revenus, et un endettement local élevé. Plusieurs traits de la société chinoise ne se sont pas améliorés : il en est ainsi de l'éducation publique, de la

protection des travailleurs, de la sécurité sociale, des soins médicaux, et du développement coordonné des villes et des campagnes. Durant cette dernière année, il y a eu des meurtres dans plusieurs campus et écoles maternelles pour des motifs de revanche sociale, plusieurs grèves à grande échelle, et une douzaine de suicides de travailleurs de la même entreprise. Les sociologues doivent être très attentifs à tous ces problèmes.

Avec le développement rapide de notre nation, la sociologie chinoise a retenu de plus en plus l'attention des sociologues des autres pays. Nous avons établi des relations de coopération avec des associations de sociologie aux États-Unis, en France, au Brésil, en Inde, au Japon et en Corée. Nous avons tenu un Forum est-asiatique avec le Japon et la

Corée ainsi que plusieurs forums des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). La sociologie chinoise commence à exercer une influence de plus en plus grande au niveau international.

Chers invités et universitaires, la sociologie chinoise est face à de grandes opportunités, et elle va aussi se trouver confrontée à une transformation générationnelle dans les dix prochaines années. J'espère que vous saisissez l'occasion de travailler ensemble, d'étudier les questions importantes concernant la réforme et le développement, d'aider la nouvelle génération de sociologues à se développer, d'entreprendre des recherches approfondies sur le plan social, et de produire des travaux plus nombreux et meilleurs sur l'histoire de la sociologie. À présent, je déclare ouverte la conférence de l'Association Chinoise de Sociologie ! ■

¹Extrait du discours d'ouverture de la conférence annuelle de l'Association Chinoise de Sociologie, Harbin, 24 juillet 2010.

LE MULTIVERSALISME : UN NOUVEAU PARADIGME ?

Sari Hanafi, Université américaine de Beyrouth, Comité Exécutif de l'ISA

Le World SSH Net (Réseau mondial de sciences humaines et sociales), créé récemment, a organisé en collaboration avec l'IESALC (Unesco/Institut international pour l'Éducation supérieure en Amérique latine et dans les Caraïbes) et le CONICET (Conseil national de recherches scientifiques et techniques, en Argentine) un séminaire de trois jours (28-30 octobre 2010) sur les « Données culturelles dans les sciences sociales et les travaux universitaires – défis épistémologiques et éducatifs pour la construction d'un multiversalisme scientifique » à la Faculté Latino-américaine de Sciences Sociales (FLACSO). Des sociologues, anthropologues, historiens et biologistes du monde entier se sont réunis à Buenos Aires pour débattre du défi que représente le « besoin croissant de savoirs partagés à l'échel-

le mondiale », dans un contexte de structures d'exclusivité qui rend beaucoup de formes de production du savoir invisibles.

Le *multi-versalisme* s'oppose à l'*uni-versalisme* qui réduit au silence les intellectuels du Sud Global. Le multiversalisme est une réflexion sur les limites de l'universalisme. Il ne s'agit pas de l'opposition occidentalisme-orientalisme mais d'une manière de concevoir le dialogue et la traduction interculturelle entre chercheurs du Nord et du Sud. Le multiversalisme reconnaît la dépendance structurelle mais en même temps développe des stratégies pour la combattre. Conscients de l'internationalisation des sciences sociales, les participants au séminaire se sont intéressés

Suite page 16

CRIMINALITÉ ORGANISÉE À L'ONU

Rudolf Richter, Université de Vienne, représentant de l'ISA auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne

En qualité d'observateur, j'ai assisté à la 5^e session de la Conférence des Parties à la *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*, qui s'est tenue du 18 au 22 octobre 2010 à Vienne, en Autriche. La Conférence avait été organisée pour permettre aux États parties de rendre compte de la mise en application de la Convention pour lutter contre la criminalité organisée internationale.

Du point de vue économique, la criminalité transnationale génère d'énormes flux d'argent. L'intervenant qui a prononcé le discours introductif a parlé de 200.000 USD de gain réalisé chaque minute dans le monde grâce au trafic. C'est donc un problème important pour les États du monde entier, et la conférence a débuté par un débat général entre ambassadeurs et ministres des États-nations. Des engagements d'ordre général dans la lutte contre la criminalité organisée ont été pris, et l'importance d'une coopération internationale a été soulignée. Un des moyens de cette lutte était d'entraver l'ouverture de comptes bancaires par des criminels.

Des séances de travail ont porté sur :

- Le bilan de l'application de la Convention de l'ONU contre la criminalité transnationale
- Le protocole relatif à la traite des personnes
- Le protocole relatif au trafic de migrants
- Le protocole relatif aux armes à feu

Les intervenants ont brossé un tableau contrasté et complexe de la situation

actuelle. Ils ont fait valoir qu'il pourrait aussi y avoir du bon dans le trafic, quand il aide des réfugiés et permet la migration en vue d'améliorer la situation d'êtres humains. En même temps, ils ont avancé qu'une telle migration devrait être possible par des voies légales. Pour les criminels, le trafic de migrants est une entreprise extrêmement rentable et peu risquée. La communauté internationale tente d'en faire une entreprise à haut risque. Par contraste, le trafic d'armes est toujours considéré comme nuisible. Par ailleurs, de nouvelles formes de crimes transnationaux, telles que la cybercriminalité et le trafic d'organes humains, doivent être intégrées à la Convention.

Lors des séances plénières, il a été question de l'évaluation de la criminalité organisée. Elle devrait être supervisée par des pairs sélectionnés à l'échelle internationale, et étayée par des données. La plupart des pays souhaitaient réaliser rapidement cette évaluation et faire état d'activités et de réalisations concrètes ; d'autres se sont montrés réticents à sa mise en œuvre immédiate et se sont inquiétés des coûts.



Trafic de personnes.

Un soutien financier est nécessaire, et celui-ci devrait venir du Nord vers le Sud.

Tous se sont accordés sur la nécessité de rassembler des données, à partir d'outils établis par un groupe d'experts à l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, et de partager les expériences, ce qui serait plus important que de délivrer des recommandations. Les quelques ONG autorisées à participer – qui par conséquent n'assistaient pas qu'en qualité d'observateurs – ont mis l'accent sur le fait qu'il était important d'inclure le point de vue de la société civile. Elles ont encouragé des approches centrées sur les victimes, qui mettraient en place des mesures pour apporter des indemnités, une aide matérielle et la constitution de groupes autonomes.

En ce qui concerne les sociologues, le point le plus important semble être le besoin de données à l'échelle internationale, et c'est là qu'ils pourraient apporter leur aide en collectant des données quantitatives et qualitatives. Les données quantitatives pourraient être enrichies par des études de cas au niveau des nations ainsi qu'au niveau du sort de particuliers. Les sociologues pourraient également contribuer à la formation d'avocats et de dirigeants, formations qui seraient assurées par des organisations issues de la société civile. ■

Ceux d'entre vous qui travaillent sur ou sont intéressés par ces activités et souhaitent apporter leur contribution sur ce sujet important au niveau international, peuvent consulter la page web de l'UNODC pour plus d'informations :

<http://www.unodc.org/unodc>.

Les ONG ont publié un commentaire sur : <http://www.unodc.org/unodc/en/ngos/news.html>.

SOCIOLOGIE ET TRANSFORMATION DE L'ENVIRONNEMENT : COMPTE RENDU DE MALAISIE

Ruchira Ganguly Scrase, Présidente de l'Association de Sociologie de la région Asie-Pacifique



Emma Porio, du Comité Exécutif de l'ISA, prononce une allocution à la Conférence de l'APSA.

La X^e Conférence de l'Asia Pacific Sociological Association (APSA, Association de Sociologie de la région Asie-Pacifique) s'est tenue au mois de décembre 2010 à Kota Kinabalu, en Malaisie. Elle était organisée conjointement avec l'Université Malaysia Sabah (USM) et l'Université de Wollongong (UOW, Australie). Le thème général de la conférence était « Transformations sociales et environnementales : opportunités et défis pour la région Asie-Pacifique ». L'actualité du thème choisi a suscité beaucoup d'attention de la part des médias et a été largement couvert par la presse écrite et la télévision locales. Les sociologues ne rencontrent généralement pas beaucoup d'écho auprès du public. Un certain nombre de participants ont pourtant été interviewés, ce qui nous a donné l'occasion de souligner l'importance de la sociologie devant tous, au-delà du public habituel des universitaires.

Les conférenciers d'honneur étaient le Pr. Datuk Dr. Shamsul Amri Baharuddin,

directeur et fondateur de l'Institut des Études Ethniques (KITA), Universiti Kebangsaan Malaysia (UKM), le Pr. Emma Porio, membre du Comité Exécutif de l'ISA et professeure de sociologie au sein du Département de Sociologie de l'Université Ateneo de Manille, aux Philippines, et M. Chris Chong Chan Fui, réalisateur et artiste visuel originaire de Sabahan. L'allocution du Pr. Porio, intitulée « Transformations sociales et environnementales : opportunités et défis pour la sociologie et la pratique de la sociologie », a suscité beaucoup de débats et de discussions, préparant ainsi le terrain pour la conférence. Bien que par le passé un certain nombre de réalisateurs et journalistes de renom aient participé aux conférences de l'APSA, c'était la première fois que la projection du documentaire d'un jeune réalisateur lauréat de différents prix faisait partie du programme de la conférence. Le succès rencontré par le documentaire de Chris, *Dis-Location*, nous a donné l'idée d'inscrire régulièrement de

telles initiatives au programme de futures conférences, au regard notamment de l'intérêt croissant des étudiants de troisième cycle et des jeunes chercheurs pour la sociologie des Médias.

Plus de 150 sociologues venus de 15 pays différents ont assisté à la conférence. Voir participer à la conférence un certain nombre de sociologues issus d'universités européennes qui travaillent sur des thèmes liés à l'Asie était encourageant. Un nombre important d'étudiants de troisième cycle ont assisté à la conférence, exposant des idées nouvelles et remettant en question certains des courants de pensée dominants de la sociologie.

En discutant avec les délégués, j'ai eu la sensation que la conférence était globalement une réussite et que les participants étaient satisfaits. Lors de l'Assemblée générale annuelle de l'APSA, un nouveau représentant des étudiants de troisième cycle a été élu, pour succéder à Nichole Georgeou qui a récemment obtenu son doctorat. La nouvelle représentante, l'Albanaise Briekena Qafa-Osmani, est en train de préparer sa thèse de doctorat en Sociologie et Anthropologie à l'Université Islamique Internationale de Malaisie. En dehors de ce poste, aucun changement n'est intervenu dans l'exécutif de l'APSA.

Suivant la tradition de l'APSA, le point d'orgue de la conférence a été le dîner-conférence. Des danseurs locaux Kadazan ont présenté un spectacle aux délégués. Le Pr. Scott Baum, secrétaire de l'APSA, a surpris tout le monde en se joignant avec une impressionnante dextérité à l'un des pas de danse les plus compliqués. Au bout du compte, cette conférence réussie et bien organisée a été appréciée par tous, et une prochaine conférence de l'APSA est prévue pour 2012. Le date précise et le lieu restent à confirmer. ■

DÉPÊCHE D'AUSTRALIE

Dan Woodman, Université Nationale d'Australie



Justin Lu, doctorant, reçoit un prix de Michael Gilding, Président de TASA.

Le dernier congrès de la TASA (L'Association Australienne de Sociologie) s'est tenu à l'Université Macquarie de Sidney, du 6 au 9 décembre 2010. Le congrès a débuté par une soirée quiz dédiée à la sociologie. La réserve collective d'histoires secrètes qui circule au sein de la communauté des sociologues australiens s'est beaucoup enrichie au cours de la nuit (attention à vos conversations privées avec vos collègues australiens lors de futures réunions de l'ISA). Mon équipe, composée principalement de membres du groupe thématique de Sociologie de la Jeunesse de la TASA, est arrivée en deuxième position. Par une sorte de consensus collectif, arriver deuxième était l'idéal. Nous sommes apparus comme bien informés auprès de nos collègues, mais pas au point d'en être intimidants. Et suivant l'autre grande tradition d'égalitarisme de la sociologie australienne, le deuxième prix (quatre bouteilles de vin) était le même que le premier prix.

Le discours d'ouverture du Congrès 2010 de la TASA a été prononcé par Syed Farid Alatas. L'exposé du Dr. Alatas s'est appuyé sur une série de débats qui avaient eu lieu lors de récentes conférences de la TASA, au sujet de l'appel de Raewyn Connell en faveur d'une sociologie « du Sud ». Le Dr. Alatas s'est concen-

tré sur la manière de mettre en relation les théories issues du monde majoritaire non-occidental avec le « canon » de la sociologie et des références occidentales. Le deuxième exposé liminaire, fait par Mary Holmes, a incité les délégués à prendre en considération le rôle central des émotions dans la subjectivité contemporaine et la manière réflexive dont les gens peuvent utiliser leurs émotions pour façonner leur vie. Le dernier exposé liminaire a réuni Raewyn Connell, Jack Barbalet et Michael Gilding

pour poser la question « le concept de néo-libéralisme a-t-il encore une raison d'être ? ». En effet, ce concept peut conduire à une conception paresseuse de la sociologie quand il est employé pour expliquer trop de choses et qu'il ne sert peut-être pas à caractériser correctement le capitalisme mondial actuel. Cependant, tous semblaient s'accorder pour dire que si un concept comme le néo-libéralisme n'existait pas pour les sociologues d'aujourd'hui, il faudrait l'inventer.

Les séances parallèles ont été très animées. J'ai surtout assisté aux séances du courant de la Sociologie de la Jeunesse, dont la plupart étaient bondées et le débat à la fois généreux et plein de fougue. Il paraît que les autres séances parallèles ont été pareillement animées et fréquentées. Les places étaient disputées, et il y a même eu certains vétérans de la sociologie australienne qui, arrivés en retard, ont dû rester à l'entrée et assister debout aux séances. Certains délégués, plus cyniques, ont insinué que quelques-uns des professeurs s'efforçaient de paraître âgés et frêles, essayant ainsi de culpabiliser leurs collègues plus jeunes afin qu'ils leur cèdent la place.

L'impression générale que j'ai retirée de ce congrès est que la crise – actuelle ou prochaine – de la sociologie australienne,

n'a pas focalisé l'attention. Les présentateurs paraissaient plus positifs que ces dernières années en ce qui concerne la contribution des sociologues australiens. Cet optimisme est peut-être dû à une plus grande confiance en nous-mêmes – le sentiment que nous avons une voix, même si elle n'est pas la plus influente, dans les débats publics de l'Australie d'aujourd'hui. À moins que ce ne soit lié au fait qu'un certain nombre de départements de sociologie ont engagé de nouvelles recrues et se sont développés au cours de l'année passée. Ou peut-être s'agissait-il simplement d'un sentiment de soulagement dans le sens où nous n'avons pas eu à assumer des frais aussi importants que ceux pris en charge par les quelques collègues venus du Royaume-Uni, lesquels ont eu un long voyage à faire pour venir assister à ce congrès à l'autre bout du monde.

Une note finale : bien que tous les bars de l'université avaient fermé pour les grandes vacances, le congrès s'est déroulé dans une ambiance extraordinairement amicale. Beaucoup de conversations initiées pendant la journée se poursuivaient tard dans la soirée. Les endroits où se retrouver en dehors du campus ont vite été repérés, et des histoires ne manqueront pas d'être racontées des années durant aux congrès de la TASA au sujet de la quinzaine de professeurs de sociologie aux manières affables qui ont été vigoureusement escortés vers la sortie (virés) du bar non loin du campus, aux alentours de trois heures du matin. Ma collègue, Ani Wierenga, a suggéré qu'un prix soit remis lors du congrès de l'année prochaine à la meilleure analyse sociologique (ou même au meilleur récit) de l'enchaînement des circonstances qui a conduit à cette désormais tristement célèbre confrontation entre videur et chercheurs. Le congrès de l'année prochaine se tiendra à l'Université de Newcastle à la fin novembre, avec pour thème « Vies locales/Réseaux globaux ». L'ancienne ville industrielle de Newcastle, située sur la côte à deux heures de route au nord de Sidney, a récemment été désignée par la bible du voyageur *Lonely Planet* comme l'une des dix villes à voir absolument en 2011. Pour nos collègues internationaux, si cela leur est possible financièrement, 2011 semble être une année parfaite pour venir découvrir un congrès de la TASA. ■

LES CERCLES SCIENTIFIQUES, UN PROJET DE JEUNES SOCIOLOGUES POLONAIS

Tomasz Kukulowicz, Université de Varsovie, et Lukasz Srokowski, Université de Wroclaw

La section des « Cercles scientifiques », qui fait partie de l'Association Polonaise de Sociologie (PSA), rassemble environ 100 étudiants provenant de 15 universités différentes. Le nom de la Section provient d'un type d'organisation autonome des étudiants répandu en Pologne : les cercles scientifiques. Il s'agit de groupes d'étudiants qui sont motivés pour aller au-delà du cadre de leur cursus universitaire obligatoire. On compte parmi les activités traditionnelles des cercles scientifiques d'étudiants, et de notre Section de la PSA : l'organisation de conférences scientifiques d'étudiants, de débats, de réunions avec des personnes « intéressantes », la réalisation de petits projets de recherche, et parfois la publication de magazines ou de livres. La plupart des projets sont menés à bien avec un soutien financier très réduit voire nul.

La section des « Cercles scientifiques » de la PSA a été fondée en 2004 par un groupe d'étudiants de deuxième et troisième cycles. L'idée était de créer un forum à l'échelle nationale susceptible de développer le travail en réseau et la coopération entre jeunes sociologues de différentes villes. La PSA, et notamment son ancien président le Professeur Włodzimierz Wesolowski, a salué cette initiative et apporté son aide pour les aspects organisationnels et formels. La Section a rapidement joué un rôle de plus en plus important parmi les jeunes sociologues, avec l'adhésion de nouveaux membres et l'émergence de nouveaux projets.

Le plus grand projet qu'ait mené la Section au cours des trois dernières années a concerné la mise en œuvre d'« Ateliers mobiles ». À ce jour, six rencontres ont été organisées avec quelque 125 étudiants et 25 chercheurs confirmés. Le projet est parti de l'observation que la sociologie, en tant que discipline scientifique, diffère d'une université à l'autre. Les Ateliers mobiles durent deux jours : entre 15 et 30 étudiants de différentes universités vont dans l'une des facultés de sociologie, pour y recevoir les enseignements de son équipe de professeurs. La réunion est organisée par les



De jeunes sociologues lors d'une réunion récente de l'Association Polonaise de Sociologie.

étudiants d'un cercle scientifique, qui invitent leurs professeurs. Toutes les activités sont centrées autour d'un thème principal, et le programme de chaque rencontre doit inclure une introduction théorique ainsi que des exercices pratiques. Normalement, un certain nombre de tout petits travaux de recherche sont réalisés – des étudiants collectent des données empiriques en dehors de l'université avant de les analyser avec les professeurs.

À notre avis, les « Ateliers mobiles » les plus intéressants ont été organisés à Poznan, en mars 2009. Ils étaient consacrés à l'étude de la sociologie du quotidien et de la culture matérielle. Une brève histoire de la sociologie à Poznan a été présentée dans l'allocution d'ouverture. Nous avons ainsi appris des choses au sujet du premier professeur de sociologie de l'Université de Poznan, Florian Znaniecki, et de l'histoire de la Faculté après la guerre. La partie théorique de la rencontre était composée de deux conférences. Le Professeur Rafał Drozdowski a présenté neuf raisons pour lesquelles la sociologie du quotidien était récemment devenue à la mode. Dans la seconde conférence, le Professeur Marek Krajewski nous a introduits à l'étude des objets matériels. Selon lui, les relations entre les gens et les objets sont symétriques. À noter que ces deux conférenciers sont les figures de proue de la recherche dans ce domaine en Pologne. Pendant les séances

d'exercices pratiques, les étudiants se sont répartis en groupes de quatre et se sont mis à la recherche d'objets courants et moins courants. Pendant cette étude sur le terrain, les étudiants notaient par écrit ou enregistraient au moyen d'appareils photo et d'enregistreurs numériques leurs observations faites dans différents quartiers de Poznan. De retour à l'université, les étudiants ont présenté les résultats de leur travail. La discussion a montré que le fait d'appartenir à la catégorie des objets peu courants est étroitement lié à la définition sociale de la situation.

La création des « Cercles scientifiques » de la PSA a été à l'origine d'un projet dérivé, connu sous le nom d'École des Jeunes Leaders en Sociologie, destinée à former des leaders pour nos Cercles, en matière de gestion de groupes, de techniques de communication et de négociation. La formation, étalée sur 4 à 5 weekends, s'est déroulée chaque année dans une ville différente. Ceci a permis à la fois à de jeunes sociologues de se rencontrer et aux différents cercles scientifiques de présenter leurs activités. Bien que l'École de Formation au Leadership n'ait jamais été formellement rattachée à la Section de la PSA, la plupart de ses 100 étudiants de deuxième et troisième cycles sont devenus des membres de la Section et ont contribué, avec beaucoup d'enthousiasme, à ses projets. ■

QUI EST CONNECTÉ ? LES SOCIOLOGUES ET LA FRACTURE NUMÉRIQUE MONDIALE

Jen Schradie, Université de Californie, Berkeley

Il fut un temps où les fiches de bibliothèque, les machines à écrire et les microfiches étaient les outils technologiques du métier d'universitaire. Aujourd'hui, beaucoup de sociologues fonctionnent avec JSTOR[®], des ordinateurs portables et EndNote[®]. Mais qu'en est-il des sociologues du Sud Global ?

Quand, au début des années 90, des chercheurs ont commencé à étudier la fracture numérique, ils exploraient le fossé qui sépare les gens en deux catégories, ceux qui ont et ceux qui n'ont pas accès à Internet. Cependant, les complexités de l'usage quotidien d'Internet les ont conduit à inclure dans leur analyse une stratification qui tient compte de l'activité, du niveau de compétence, des ressources technologiques, ainsi que d'autres variantes. Certains spécialistes (Ono et Zavodny 2007) ont comparé les taux de connexion à Internet dans différents pays, mais peu de recherches ont été consacrées aux écarts d'équipement numérique auxquels les chercheurs sont confrontés du fait des différences économiques et politiques entre les nations. Pour l'ISA, l'inégalité numérique qui existe entre ses membres est susceptible d'avoir des répercussions sur la manière dont nous communiquons entre nous. Par exemple, la collaboration en ligne ne résout pas nécessairement les problèmes de financement qu'ont les sociologues provenant d'universités ou de pays moins bien dotés pour venir assister à des conférences à l'étranger.

Les données disponibles illustrent les défis auxquels les membres de l'ISA peuvent être confrontés. D'abord, l'ISA classe ses membres en trois catégories de pays – A, B et C –, sur la base de l'économie de leur pays d'origine. Dans la catégorie A, les États-Unis et le Royaume-Uni – pays qui comptent le plus de membres de l'ISA (cf. tableau) – avaient chacun un taux moyen d'accès à Internet de 76% en 2008. L'ensemble des chercheurs de ces pays disposent vraisemblablement d'une connexion fiable et de haute qualité, bien qu'il n'y ait pas de données précises disponibles à ce sujet. D'un autre côté, les deux pays comptant le plus de membres dans la catégorie C, l'Inde et le Nigéria, ont un taux d'accès respectivement de 5% et 16%.

Cependant, qu'un pays ait ou non un taux de connectivité moyen n'indique rien sur les taux d'accès à Internet des sociologues, ni de ce qu'ils sont en mesure de réaliser en ligne. Des sociologues nigériens, par exemple, peuvent avoir un accès de

base à Internet mais devoir faire face à d'autres contraintes, comme de ne pas disposer de suffisamment d'ordinateurs pour leurs étudiants, de devoir payer les services informatiques de leur poche, de subir régulièrement des coupures de courant, de ne pas avoir le dernier logiciel d'analyse de données et de publication universitaire (EndNote[®], Stata[®], AtlasTi[®]), et d'avoir un accès limité à JSTOR[®] et aux revues en général.

C'est ce que Philip Howard, sociologue à l'Université de Washington, appelle une « fracture intellectuelle ». Alors qu'il menait dans plusieurs pays musulmans à travers le monde des recherches pour son dernier ouvrage, *The Digital Origins of Dictatorship and Democracy* [Les Origines numériques de la dictature et de la démocratie] (2010), il a découvert que les universitaires de pays moins développés peuvent tirer profit de l'intervention d'institutions étatiques fortes. Dans ces pays-là, les technologies les plus avancées et l'accès à Internet à la plus grande vitesse (c.-à-d. à haut débit) sont normalement attribués à la bibliothèque nationale et aux universités les plus importantes. Cependant, il est laissé à la discrétion de l'université, souvent en association avec la bibliothèque nationale, de répartir les ressources technologiques. Ceci revient habituellement à donner le plus de ressources aux départements qui apportent le plus de « valeur ajoutée » à l'État. Il en résulte une inégalité entre disciplines. Par exemple, les États considèrent souvent les départements traditionnels d'ingénierie et de médecine comme ayant le plus d'utilité publique. Les sciences sociales se situent généralement au bas de l'échelle (tout dépend de la discipline exacte), c'est pourquoi les sociologues peuvent ne pas avoir accès à autant de revues intéressantes, par exemple. Maintenant que tant de revues sont accessibles en ligne, les abonnements à des revues d'ingénierie ou de santé publique, par exemple, ont souvent la priorité sur celles de sociologie. Ainsi, certains sociologues n'ont pas la possibilité de lire des articles de revue écrits par d'autres sociologues. D'autres, d'un simple clic de souris, y ont accès 24h/24 et 7j/7.

Quelles sont les barrières numériques que vous-même ou vos étudiants rencontrez ? L'ISA voudrait en savoir plus sur la situation concrète de ses membres afin d'essayer d'ajuster son offre à leurs besoins et préférences. Vous pouvez envoyer vos commentaires à Jen Schradie schradie@berkeley.edu, en précisant votre pays, vos fonctions et la localisation géographique de votre institution. ■

Ouvrages de référence :

Ono, H., Zavodny, M. 2007. "Digital inequality: A five country comparison using microdata". *Social Science Research*. Vol. 36, Issue 3, September, pp. 1135-1155.

Howard, P. 2010. *The Digital Origins of Dictatorship and Democracy: Information Technology and Political Islam*. Oxford University Press, Oxford.

Comparaison des taux d'accès à Internet par type de pays (catégories de l'ISA)

	États-Unis	Royaume Uni	Brésil	Afrique du Sud	Inde	Nigéria
Taux d'accès à Internet	76%	76%	38%	9%	5%	16%
Catégorie économique selon l'ISA	A	A	B	B	C	C
Nombre de membres de l'ISA	704	289	176	157	249	134

- Pourcentages de la population qui utilise Internet en 2008. Source des données : World Bank, World Development Indicators – dernière actualisation : 24 novembre 2010. Pour des graphiques interactifs, aller sur Google Public Data: <http://tinyurl.com/264z5fy>

- Informations concernant l'ISA tirées des données en ligne de l'ISA datées de juin 2010.

NOTES SUR UNE SOCIOLOGIE ENGAGÉE EN COLOMBIE

Ana Lucía Paz Rueda, Université Icesi

Il existe 15 programmes de sociologie en Colombie, 6 dans des universités privées et 9 dans des universités publiques. La sociologie professionnelle, lorsqu'elle a émergé en 1959, s'est intéressée plus particulièrement aux sujets relatifs au monde rural, aux questions politiques, au changement social et à l'analyse de l'État. Au cours des décennies suivantes, les intérêts sociologiques se sont élargis à la sociologie du travail et à la sociologie urbaine ainsi qu'à la sociologie de la culture. Le besoin de se recentrer sur les problèmes nationaux de la violence et de la fragmentation sociale ont conduit dans les années 70 à la quête de nouvelles méthodologies, y compris la « recherche-action participative ». En 1969, une crise politique a conduit à la consolidation de la discipline autour des grandes théories sociologiques.

Dans les années 90, la discipline a progressé à nouveau avec la création de nouveaux programmes de sociologie dans le pays. Au cours des 15 dernières années, le nombre de programmes actifs est passé de 5 à 15. La plupart d'entre eux sont enseignés dans les Facultés de Sciences humaines et sociales, ce qui crée des occasions d'échanges interdisciplinaires. Parmi ces programmes, 60% ont une durée de 10 semestres et 40% de 8 semestres, chacun représentant une moyenne de 155 crédits. Près de la moitié de ces programmes mettent l'accent sur la recherche appliquée et l'intervention sociale. La professionnalisation est centrée autour de l'idée de transformation de la société et de contribution à la compréhension, à l'analyse et à la recherche de solutions aux problèmes de la Colombie.

En Colombie, il y a au moins 22 centres de recherche qui incluent la sociologie, et environ 75% d'entre eux sont rattachés à

des universités publiques. La formation en sociologie se concentre sur la méthodologie (25%), les cours interdisciplinaires (25%), les thèmes sociologiques (18%) et la théorie (15%). Les cours de méthodologie ont autant recours aux approches quantitatives que qualitatives, et on observe un intérêt accru pour les cours de gestion et de politique sociale. Les cours théoriques restent largement centrés sur les travaux de Marx, Weber et Durkheim, qui sont enseignés dans 9 des 15 programmes.

Ce bref compte rendu nous montre que la sociologie colombienne, après un long parcours, se trouve aujourd'hui face à d'importants défis. Elle présente un potentiel de développement, comme l'atteste l'intérêt croissant de plusieurs institutions universitaires à travailler dans un cadre sociologique. Il existe également au moins trois domaines qui peuvent faire l'objet d'une amélioration : 1) renforcer le débat public autour des problèmes fondamentaux pour le pays : l'économie, la justice, la production d'une culture publique ; 2) accorder une attention plus grande aux nouvelles visions structurées et systémiques du monde susceptibles de saisir les tendances émergentes ; 3) trouver les moyens d'atteindre mieux et plus largement les gens. Il nous faut créer des formes de dialogue qui puissent être comprises non seulement par nos pairs mais aussi par les législateurs et les acteurs sociaux. La sociologie a les moyens de créer ces liens, que ce soit du fait de ses prétentions universalistes dérivées de la philosophie, ou parce que c'est précisément ce qui définit la sociologie. Il nous faut, en collaboration avec d'autres, créer des formes intelligibles d'action. Nous avons besoin de sociologues qui puissent imaginer et créer ces liens, qui puissent les reconnaître intuitivement ou les inventer en théorie et en pratique. ■

15

REINS FRAIS (SUITE)

programmés pour fournir des pièces de rechange, et cela se passe « de leur plein gré », et « pour leur bien », comme se le répètent les malades riches pour se rassurer. La vente de leurs organes en pièces détachées est leur assurance vie. À l'autre bout de ce processus, émerge le « citoyen du monde » bio-politique – un corps d'homme blanc, en bonne forme ou trop gros, auquel on a ajouté le foie d'un Indien ou l'œil d'un musulman, etc. En général, la circulation de reins vivants suit les voies tracées par le capital, du Sud vers le Nord, des corps des pauvres vers des corps plus riches, des corps noirs ou bruns vers des corps blancs, et des femmes vers des hommes, ou bien des hommes pauvres vers des hommes plus riches. Les femmes sont rarement les bénéficiaires d'organes achetés à travers le monde. Il en résulte qu'à l'époque de la cosmopolitisation, les nations sont divisées et recomposées en nations vendeuses d'organes et nations acheteuses d'organes.

L'époque de la cosmopolitisation représente un monde que nous partageons tous, pour le meilleur et pour le pire, un monde qui n'a « pas d'extérieur », « pas de sortie », et plus d'« autre ». Il

nous faut reconnaître que, indépendamment de la façon brillante et incisive dont nous critiquons les « discours du Nord » ou ignorons les « discours du Sud », nous sommes voués à vivre avec ces cadres et situations imbriqués et contradictoires dans ce *Monde en danger* (*World at Risk*, Beck, 2009), non seulement soumis à son pouvoir de domination mais également contaminés par les menaces qui pèsent sur lui, la corruption, la souffrance et l'exploitation. Il faut abandonner tous les rêves d'autonomie qui permettraient à quiconque de rester à l'extérieur ! Et abandonner clairement tout « racisme géographique » entre « les voix du Sud » et « les voix du Nord » dans les sciences sociales !

Est-ce un « discours du Nord » ? Est-ce un « discours du Sud » ? Non, c'est à la fois l'un et l'autre. Et chercher des moyens de combiner systématiquement ces perspectives contradictoires au niveau de l'analyse sociologique, c'est précisément l'objet du « cosmopolitanisme méthodologique ».

Les « reins frais » sont-ils une exception ? Non, les processus de cosmopolitisation affectent fondamentalement et transforment des *institutions intermédiaires* de tout genre dans le monde entier, comme la famille, les ménages, les classes sociales, les conditions de travail et le marché du travail, les écoles, les vil-

LE MULTIVERSALISME : UN NOUVEAU PARADIGME ?

(SUITE)

à la manière dont cette internationalisation pourrait prendre en compte les spécificités culturelles, en reconnaissant les multiples sources de savoir, y compris les savoirs autochtones.

“

... LE MULTIVERSALISME EST UNE RÉFLEXION SUR LES LIMITES DE L'UNIVERSALISME ... ”

Dans son discours d'ouverture, Michael Kuhn, Président de World SSH Net, a mis l'accent sur la nécessité de remplacer l'universalisme qui est à la base des interprétations européennes du monde par une diversité d'interprétations du monde global. Il a analysé la nature et les mécanismes de l'hégémonie de la pensée occidentale et proposé que les futurs travaux du World SSH Net aient pour objectif : 1) d'exposer les hypothèses épistémologiques du savoir en sciences sociales, 2) de fixer les modèles de société contenus dans ses catégories et théories politisées, et 3) de développer une approche mondiale de la réflexion en sciences sociales qui libère celles-ci du particularisme du savoir politisé.

Plutôt que de s'attarder sur de grands débats théoriques, le séminaire a abordé des études de cas concrets. Ainsi, Hebe Vessuri (Institut vénézuélien de la Recherche Scientifique) a

exhorté les participants à formuler le débat dans les termes d'une transition de la culture de la « science » à la culture de la « recherche ». Pour reprendre Bruno Latour, la science est froide, directe et détachée, tandis que la recherche est chaleureuse, engagée, et risquée. La science met un terme aux caprices des querelles humaines, la recherche quant à elle crée des controverses ; la science, en cherchant à échapper au carcan de l'idéologie, de la passion et des émotions, produit de l'objectivité. Selon Vessuri, la recherche et la société sont aujourd'hui à ce point mêlées qu'elles ne peuvent plus être séparées. Elle a soutenu que la recherche en sciences sociales est également en train de connaître un certain nombre de changements intéressants. Le dialogue, la comparaison, et la traduction, sont les mots d'ordre du moment.

Les participants ont insisté sur l'importance de reconnaître la diversité des expériences humaines. Chris Caswill (Université d'Oxford) a théorisé ce qu'il a appelé « la pratique des sciences sociales et le savoir quotidien », en étudiant trois voix originaires de trois continents : Charles Lindblom, des États-Unis, Bent Flyvbjerg, du Danemark, et Catherine Odora Hoppers, d'Afrique du Sud. Chacun d'eux s'intéresse aux interrelations existant dans la pratique de la recherche en sciences sociales, aux connaissances que la recherche génère, et à l'utilisation qui en est faite.

D'autres participants ont apporté des études de cas fondées sur des travaux de terrain. Han Sang-Jin (Université nationale de Séoul) a fourni un excellent exemple de comment la « société du risque » de Beck, lorsqu'elle est étudiée en Corée du Sud, apporte une interprétation des traditions culturelles qui part de la

Suite page 19

16

REINS FRAIS

(SUITE)

lages, les villes, les sciences, les mouvements de la société civile, et les religions monothéistes. Ils se produisent dans un monde polycentrique où la tendance croissante des populations à la diaspora est contenue à l'intérieur des frontières de leur État ou de régions qui sont des quasi-États. Les processus cosmopolitanisés comprennent également des phénomènes comme le changement climatique, les risques financiers globaux, etc. Les « familles globales » cosmopolitanisées, par exemple, incarnent à la fois le paradoxe apparent d'une intimité à longue distance et les contradictions du monde ; et c'est en leur sein que ces contradictions s'élaborent. Toutes les familles n'incarnent pas toutes les contradictions, mais certaines en incarnent quelques-unes. Il y a des mariés, des parents, et des couples qui ont une double nationalité et sont susceptibles d'incarner les tensions entre deux pays ou entre les communautés majoritaire et minoritaire de ces pays, tandis que des familles de migrants peuvent incarner les tensions

entre le centre et la périphérie. Les concepts de famille globale et d'intimité à longue distance peuvent être utilisés pour repenser les notions conventionnelles et préparer une nouvelle histoire décisive de l'« amour à distance » et de ses contradictions. Cela reflète un état d'ignorance qui a été programmé au niveau national et incarné dans la loi. En conséquence, cet amour à distance et ces familles globales deviennent des cadres dans lesquels les blessures culturelles – la rage et la colère que les inégalités mondiales dans leur histoire impériale continuent à générer dans les âmes des vivants jusqu'à ce jour – sont endurées et combattues.

Et il y a également une cosmopolitisation de la maternité. La procréation médicalement assistée ouvre des options supplémentaires à un nouveau meilleur des mondes (nous n'avons pas de mot pour cela !) : la « mère donneuse d'ovules » ou la « mère porteuse » ; (pour mettre cela en formule) : « ma mère était une don-

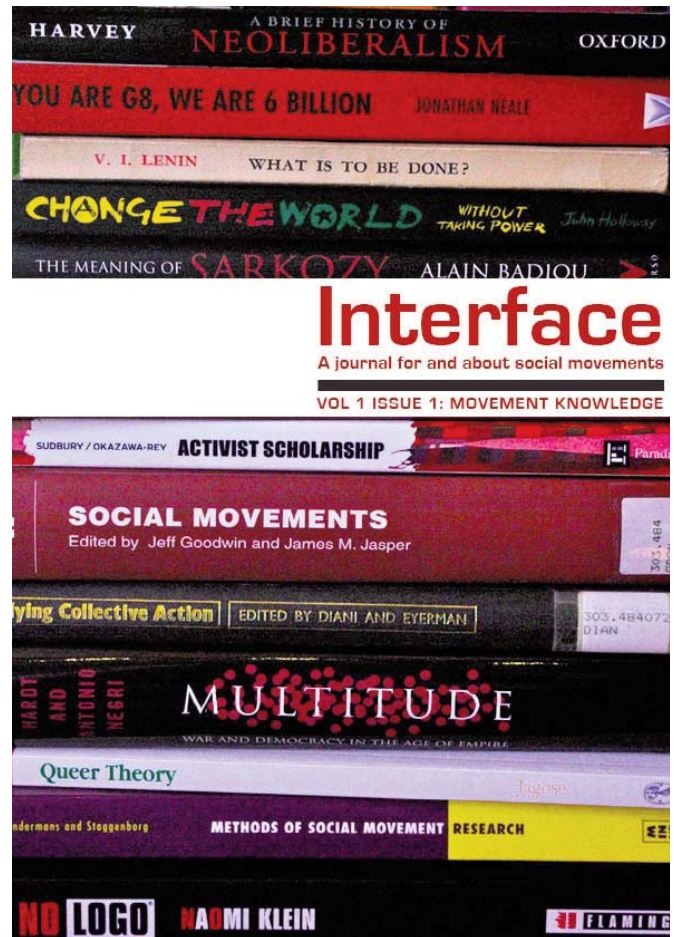
Suite page 18

INTERFACE, UNE INITIATIVE MONDIALE POUR METTRE EN RELATION LA SOCIOLOGIE ET LES MOUVEMENTS ACTIVISTES

Cristina Flesher Fominaya, Université d'Aberdeen

Interface: A Journal for and about Social Movements est une revue multilingue en libre accès qui cherche à construire un dialogue à l'échelle mondiale entre activistes et universitaires qui travaillent sur les mouvements sociaux, par-delà les différences linguistiques, culturelles et idéologiques, et entre les traditions des disciplines universitaires et celles du activisme. L'idée de cette revue est née d'un groupe d'universitaires-praticiens de terrain qui avaient le sentiment que les revues existantes spécialisées dans les mouvements sociaux étaient souvent déconnectées des mouvements qu'elles analysaient, et ce, essentiellement sur deux points essentiels : premièrement, en ce que les préoccupations théoriques des producteurs de savoir n'étaient pas toujours tellement pertinentes par rapport à l'objet de la recherche (les mouvements sociaux eux-mêmes), et deuxièmement, en ce qu'elles ne reconnaissaient pas nécessairement la valeur et les contributions des mouvements eux-mêmes en tant que producteurs de savoir. Parallèlement, le savoir produit par les mouvements, diffusé à travers des sites web activistes et par l'intermédiaire d'autres médias, se polarisait souvent sur les questions qui les concernaient, mais n'avait pas nécessairement grand-chose à transmettre aux autres mouvements confrontés à des réalités géographiques et politiques différentes. La vision des fondateurs d'*Interface* était de rapprocher ces deux importantes sources de savoir au-delà de ce qui demeure de véritables clivages à l'échelle mondiale (cf. Cox et Flesher Fominaya, numéro 1).

Nous voulions que la structure du collectif éditorial reflète nos aspirations mondiales – et nous avons mis deux ans à développer un modèle qui nous convienne. Outre le fait que nous sommes un collectif virtuel, dont certains membres ne se sont jamais rencontrés, et que nous n'avons aucune source de financement, deux caractéristiques définissent l'approche éditoriale de la revue. L'une d'elles est qu'il s'agit d'un collectif éditorial décentralisé, organisé en groupes régionaux semi-autonomes, avec entre un et trois rédacteurs en chef et un groupe de collaborateurs. Ces groupes s'occupent des contributions provenant de leur région, et travaillent avec des correspondants dans ce que nous espérons être un processus éditorial sympathique et solidaire. L'autre aspect particulier de la revue est constitué par un processus quelque peu inhabituel de révision par des pairs, suivant lequel nos collaborateurs critiquent chaque article en prenant en compte son potentiel à la fois activiste et théorique. En principe, cela implique une révision par un pair activiste et par un pair universitaire, mais dans la pratique, parce qu'ils sont bien souvent une seule et même personne, nous demandons à nos réviseurs de prendre en considération dans leurs commentaires la pertinence des articles pour des praticiens et des universitaires. Nous nous efforçons de publier des travaux qui présentent un intérêt pour les deux publics et qui constituent une contribution par-delà les spécificités de tel mouvement empirique en particulier ou de telle question traitée. Chaque numéro est centré sur des préoccupations spécifiques des rédacteurs en chef, qui, par roulement, se répartissent en petits groupes pour faire office d'équipe de coordination éditoriale sur un sujet particulier.



Premier numéro de *Interface* (photo de Elizabeth Humphrys).

Depuis les débuts de la revue en 2009, nous avons publié des numéros consacrés à la connaissance des mouvements sociaux, à la relation entre société civile et mouvements sociaux, à la crise et aux transformations révolutionnaires, ainsi qu'aux mouvements sociaux et aux médias alternatifs. De nouveaux numéros sont en préparation sur la répression et les mouvements sociaux, et sur le féminisme et les mouvements féministes. Tous nos numéros incluent également des contributions qui ne sont pas liées au thème principal. Jusqu'ici, nous avons publié, avec l'aide de nombreux collaborateurs, des articles, interviews d'activistes, éditoriaux, notes de synthèse, documents clés, débats, comptes rendus de livres et essais critiques dans six langues, rédigés par des auteurs localisés dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Canada, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Mexique, Norvège, Palestine, Portugal, Russie, Suède, Thaïlande, Turquie et Venezuela. Depuis mars 2010, nous avons reçu sur notre web la visite de lecteurs de plus de 130 pays. Nous sommes ouverts à tous ceux qui souhaitent apporter leur contribution, leur collaboration ainsi qu'à tous les lecteurs sur www.interfacejournal.net. ■

REINS FRAIS (SUITE)

neuse d'ovules espagnole », ou « ma mère était une mère porteuse indienne ». Ainsi, par manipulation bio-scientifique, l'inégalité mondiale est incorporée dans le corps et l'identité des êtres humains.

Mais le thème de la cosmopolitisation n'est-il pas juste une nouvelle version des vieux thèmes du colonialisme et de l'impérialisme ? Citons la fameuse phrase de Stuart Hall : « nous avons toujours été le sucre dans la tasse de thé des Anglais ». Il y a en effet une continuité et une différence qui doivent donc être clarifiées et reconnues comme telles. La notion de cosmopolitisation doit surmonter le « préjugé spatial » qui a cours dans la plupart des discours sur la globalisation et intégrer les histoires qui s'expriment au travers des « blessures culturelles » d'aujourd'hui. Mais il s'agit aussi de l'anticipation du futur dans le présent, de la « modernisation réflexive », parce que les « victoires » du capitalisme mondial, en association avec les technologies de la communication et les technologies médicales et leurs effets « secondaires », sapent les institutions et les dualismes fondamentaux de la modernité des États-nations du Nord et du Sud – le national/l'international, nous/eux, la culture/la nature, le centre/la périphérie. Nous pourrions même être les témoins d'un tournant radical dans la cosmopolitisation du monde. L'excentrique n'est-il pas en train d'être « précolonisé » par des régions en développement du monde qui sont des « ex-postcolonisés », particulièrement par la Chine et l'Inde ? La Chine, par exemple, interfère aujourd'hui dans les affaires de l'Europe, s'engageant à combattre la crise européenne, tout en protégeant ses investissements. En venant au secours de l'Europe, la Chine s'aide elle-même. Cela aussi, c'est la cosmopolitisation.

Ainsi, une chose est sûre. Peu importe si les auteurs classiques de la sociologie ont été ou non des pionniers en matière de « cosmopolitisme méthodologique » – aujourd'hui, « le nationalisme méthodologique » empêche à la fois la sociologie « du Nord » et celle « du Sud » de discerner les faits significatifs de la cosmopolitisation.

Pourquoi ? Le point de vue de la nation – une terre, un passeport, et une identité – est une version séculière de la sainte Trinité. Ainsi, la position nationale à l'égard des inégalités sociales est inversée. Elle s'arrête aux frontières de l'État-nation. Les inégalités sociales peuvent prospérer et fleurir, mais toujours de l'autre côté de la barrière du pré carré national, ce qui au mieux peut donner lieu à un soubresaut moral, mais n'aura pas de conséquences sur le plan politique.

Les frontières nationales dessinent une distinction nette entre nous et eux, entre les inégalités qui présentent un intérêt politique et celles qui n'en présentent pas. Pour les institutions légales, le pôle d'intérêt repose sur les inégalités à l'intérieur des sociétés nationales, dans le même temps où les inégalités *entre*

sociétés nationales sont évacuées. La « légitimation » des inégalités mondiales est basée sur un « détournement du regard » institutionnalisé. En vivant, par exemple, en Europe, le regard national est « exempté » de devoir regarder la misère du monde. Il fonctionne au moyen d'une double exclusion. Il exclut les exclus. Et la sociologie des inégalités, qui assimile les inégalités aux inégalités de l'État-nation, est, sans trop y penser, complice de cela. Il est en effet étonnant à quel point les inégalités mondiales sont « légitimées » sur la base d'un accord tacite entre gouvernement de l'État-nation et sociologie de l'État-nation – une sociologie se revendiquant comme libre de tout jugement de valeur !

Raewyn Connell argumente que « le moyen de sortir du cadre de la pensée eurocentrique est, assurément, de prendre en compte des cadres de pensée non eurocentriques ». Je ne suis pas d'accord avec cela. En recensant l'hétérogénéité des modernités qui composent le monde d'aujourd'hui, nous avons besoin de définir, de découvrir et de combiner des cadres qui vont *au-delà* des cadres traditionnels Nord/Sud. Le but n'est pas de réaffirmer les illusions de l'impartialité de la « vision suprême d'un Dieu » qui serait de nulle part, mais de trouver des réponses pratiques aux problèmes de la sociologie au quotidien, que les sociologues soient installés quelque part en France, en Australie, au Japon, au Mexique, en Inde ou en Afrique du Sud : comment étudier les brassages et les mélanges du monde cosmopolitisé ?

“ NOUS AVONS BESOIN DE DÉFINIR, DE DÉCOUVRIR ET DE COMBINER DES CADRES QUI VONT AU-DELÀ DES CADRES TRADITIONNELS NORD/SUD... ”

Est-ce tout ce que la théorie cosmopolitique a à offrir ? Où est sa critique mordante et son ambition ? La cosmopolitisation impure n'est-elle pas susceptible d'alimenter le « statu quo » afin de servir de support à la gouvernementalité mondiale ? Ou bien la théorie cosmopolitique a-t-elle le pouvoir de mettre en œuvre et les moyens de stimuler l'effet de levier de sa critique ? Est-ce qu'elle peut s'engager elle-même dans des cosmopolitismes (au pluriel !) critiques auto-réflexifs ? Oui, elle le peut, mais c'est un autre sujet.

Merci, Raewyn, pour la liste alternative d'ouvrages recommandés ! ■

LE MULTIVERSALISME : UN NOUVEAU PARADIGME ?

(SUITE)

base. Les risques auxquels les Sud-Coréens sont confrontés sont liés à l'effondrement de la structure morale d'une société qui se modernise rapidement, et les chercheurs devraient, dans ce contexte, être attentifs aux strates normatives du confucianisme.

Nestor T. Castro (Université des Philippines) a soutenu que le système éducatif philippin privilégie des concepts occidentaux qui ne correspondent pas nécessairement aux réalités philippines. En psychologie sociale, par exemple, les étudiants apprennent le concept du « moi » par opposition à « l'autre », mais comment expliquer le mot tagalog *kapwa*, qui signifie à peu près « le moi-dans-l'autre » et fait référence aux paires complémentaires, c'est-à-dire à la valeur de la solidarité envers les autres ? Castro plaide par conséquent pour une approche multi-versaliste dans l'enseignement des sciences sociales, où les concepts des sciences sociales proviendraient de sources diverses, occidentales ou orientales. L'hégémonie de la science occidentale a également été débattue par Kazumi Okamoto (Knowwhy Global Research) qui a analysé les difficultés que rencontrent les chercheurs japonais pour communiquer avec leurs collègues étrangers, tout particulièrement en cas de désaccord dans les débats théoriques. La même hégémonie problématique a été soulignée par Tania Pérez Bustos (Institut National d'Études Avancées, Colombie) en ce qui concerne les hypothèses androcentriques de l'enseignement scientifique et technologique. Nese Karahasan (Université d'Ankara) a parlé de l'influence des données culturelles sur la recherche sociologique universitaire en Turquie au cours de ces 20 dernières années. I Ketut Ardhana (Université Udayana, Bali) a fait un exposé sur les études culturelles indonésiennes, et Carmen Bueno Castellanos (Université Latino-Américaine, Mexico) a parlé du domaine de l'anthropologie sociale au Mexique. Castellanos a préconisé une collaboration plus équitable entre Nord et Sud ainsi qu'entre chercheurs d'une part, et ONG et organisations commerciales et internationales d'autre part.

Les participants ont également parlé de comment le savoir scientifique peut inclure le savoir autochtone. Michael Christie (Université Charles Darwin, Australie) a rendu compte d'une collaboration entre son université et la société aborigène australienne. Depuis plusieurs années, les chercheurs (y compris des chercheurs associés aborigènes) travaillent sur le lien à établir entre le développement de la technologie numérique et la viabilité de la communauté, sur la transmission intergénérationnelle du savoir traditionnel, mais aussi sur l'utilisation du savoir traditionnel dans l'enseignement universitaire et la recherche. Dans le même ordre d'idées, César Carrillo Trueba (Université Nationale Autonome de Mexico) a fourni un exemple intéressant sur l'importance de l'agriculture et de la médecine autochtones au Mexique.

Les participants ont également repris le lien qu'avait fait Foucault entre pouvoir et savoir. J'ai ainsi démontré comment le système universitaire et son système de production de savoir en sciences sociales ont une influence considérable sur la formation des élites dans l'Orient arabe. Les universités ont souvent des élites compartimentalisées, séparant ceux qui publient à l'échelle mondiale et périssent à l'échelle locale de ceux qui publient à l'échelle locale et périssent à l'échelle mondiale. J'ai plaidé en faveur du dialogue et de la traduction interculturelle afin de jeter un pont entre le global et le local : c'est donc par le dialogue avec des pairs du monde entier que la production de la recherche en sciences sociales devient *universelle*, et par la conversation avec les communautés locales qu'elle devient *pertinente*. Pablo Kreimer (Université Nationale de Quilmes, Argentine) a élaboré le même dilemme global-local, fondé sur son étude de la science, la technologie et la société en Amérique latine. Dans des sociétés « périphériques mais globalisées », par exemple, il existe des tensions entre les cultures scientifiques inscrites dans des domaines transnationaux et le savoir local ; ou entre les pratiques en laboratoire, supposées être libres de tout contexte, et les acteurs de la société civile, qui ne peuvent que mettre en doute les effets de la science mais non pas son fondement épistémique.

Cláudio Costa Pinheiro (École de Sciences sociales et d'Histoire, Rio de Janeiro) a donné deux exemples particulièrement parlants sur le lien entre pouvoir et savoir. Dans un premier temps, l'idée de « tiers-monde » du démographe français Alfred Sauvy a été développée au Brésil et publiée pour la première fois en 1951 dans une prestigieuse revue spécialisée brésilienne, mais ce n'est qu'après sa publication l'année suivante dans le magazine français *Observateur* qu'elle est devenue un concept « universel ». Les origines brésiliennes de la théorie du « tiers-monde » ont été effacées, reflétant par là même le clivage entre le Nord (développeur de théories) et le Sud (consommateur de théories). Cependant, par contraste avec la théorie du « tiers-monde », Pinheiro a donné l'exemple d'une théorie de la dépendance qui a pu voyager du Brésil vers le Sud global et le Nord global. Toujours est-il que, pour le Nord, cette théorie était associée à une « idéologie » alors qu'il s'agissait en fait d'un puissant mouvement intellectuel.

Au total, cela a été une conférence passionnante, qui a permis de traiter concrètement de questions qui ont été au cœur des débats de l'ISA autour du sens de la « sociologie globale ». Nous ferions bien de travailler ensemble et de suivre les débats qui ont lieu dans les disciplines voisines. ■